

ATIONS UNIES
ONSEIL
E TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/COM.5/L.40
10 mars 1954

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DU COMITE CENTRAL DE L'UNION DES POPULATIONS
DU CAMEROUN DE MOM
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribués conformément à l'article 24 et à l'article
complémentaire F du règlement intérieur du Conseil de
tutelle)

UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN (U.P.C.)
SECTION CAMEROUNAISE DU RASSEMBLEMENT DEMOCRATIQUE AFRICAIN,
COMITE CENTRAL DE L'U.P.C. de MOM (MAKAK)

M O T I O N

Nous, Comité Central de l'U.P.C. de Mom, après avoir écouté la lecture du communiqué du Bureau Directeur de l'U.P.C. en date du 15 Décembre 1953 relatant les détails sur l'attentat de l'assassinat de Mbouroukou subdivision de Nkongsamba contre KINGUE Abel, Vice-Président de l'U.P.C. et tous les autres militants qui l'accompagnaient.

Le Comité Central de l'U.P.C. de Mom proteste énergiquement contre le sanglant attentat de Mbouroukou.

Il demande aux Autorités Compétentes et Judiciaires, que les sévères enquêtes soient ouvertes pour bien découvrir la situation de responsabilité de ce grand complot colonial dont le Cameroun accuse tous les jours.

Le Comité Central de l'U.P.C. de Mom vous rappelle que, les victimes de l'attentat d'assassinat de Fouban du 25 Mars 1953 n'ont jamais eu la suite jusqu'ici.

Mais d'où vient cette complicité qui veut assassiner tous les responsables et militants de l'U.P.C. ?

Le Comité Central de l'U.P.C. de Mom demande instamment :

- a) Que le Gouvernement Colonial Français dresse de Procès-Verbaux sur les attentats d'assassinats du 25 Mars 1953 de Fombar et celui du 12 Décembre 1953 de Mbouroukou (Nkongssamba) à l'O.N.U. où ces 2 affaires seront bien fendues.
- b) Que toutes négligeances et retards de poursuites tiendront compte à la part de Monsieur le Haut-Commissaire de la République du Cameroun.
- c) Que le respect de la Charte de Nations Unies, de la Déclaration Universelle de Droits de l'Homme, les Accords de Tutelle et le Code du Travail de pays d'Outre-Mer soient immédiatement appliqués.

MOM, le 6 Janvier 1954

LE COMITE CENTRAL DE L'U.P.C. DE MOM
